

Commission : Conseil de Sécurité

Sujet : Le Moyen-Orient déstabilisé par la contestation populaire et la crise sanitaire

Auteur : Belgique

Les conflits et l'instabilité au Moyen Orient, ne font qu'augmenter, avec l'arrivée de la crise sanitaire du Coronavirus, cette situation n'a fait qu'empirer. Le Moyen est une région du monde très déstabilisée, à cause des nombreux conflits ou des tensions, des systèmes de santé complètement effondrés, de la pauvreté extrême, surtout au Liban, des centaines de syriens réfugiés dans des camps à hauts risques, de la corruption, de l'instabilité économique... Le Moyen-Orient se trouve dans un chaos bien plus terrible qu'auparavant. Daech profite du coronavirus pour revenir à la charge. La Belgique veut venir en aide à la population, et surtout parvenir à une paix négociée et garantir l'ordre constitutionnel. Néanmoins, la Belgique ne dispose que de faibles moyens qui ne permettent pas de peser sur les grands enjeux contemporains. L'UE et ses États membres doivent s'affirmer comme des partenaires politiques capables d'appuyer le renforcement de la paix et de la démocratie.

Tout d'abord, il faut limiter les flux migratoires, qui représentent une menace pour la sécurité, des centaines de milliers de Syriens réfugiés viennent en Europe et nous avons aujourd'hui plus les moyens de tous les accueillir. De plus, c'est un haut risque sanitaire, l'Union Européenne estime qu'il manque les trois quarts du budget nécessaires dans les camps de réfugiés. Il faut trouver une façon de stopper cette immigration en masse. Pour limiter le flux migratoire, il nous faut reconstruire les pays qui sont défaits dans la région (surtout la Libye et l'Irak). Ces pays ont été très touchés par la crise sanitaire et sont donc devenus encore plus faibles qu'auparavant. La Belgique veut encourager les pays du Moyen Orient à introduire la démocratie. La Belgique insiste sur le fait que la démocratie amènera de l'équilibre, donc la paix et une meilleure gestion des tensions dans la région.

Les lignes de forces de la politique belge vis-à-vis de l'Irak sont le soutien à davantage d'"inclusivité" dans le processus politique, c'est-à-dire une participation de toutes les communautés à la reconstruction du pays. Nous insistons sur la nécessité de lutter contre la corruption et de l'amélioration des services de base au profit de la population. Les crimes commis durant la campagne contre Daech ne peuvent demeurer impunis. L'application régulière de la peine de mort est également une inquiétude pour la Belgique. Nous souhaitons continuer à nous impliquer dans la formation des forces irakiennes, afin de garantir l'ordre constitutionnel.

La Belgique a un avis critique sur beaucoup d'aspects de la politique iranienne. La Belgique est convaincue que l'Iran doit en faire davantage afin d'adopter une attitude constructive dans la région, certainement dans les différents conflits dans lesquels ce pays est impliqué, comme en Syrie, au Yémen ou en Irak. En outre, la situation des droits de l'homme en Iran suscite également une grande préoccupation dans notre pays et nous devons poursuivre le dialogue critique à cet égard.

La Belgique demeure en faveur de l'accord nucléaire avec l'Iran (Joint Comprehensive Plan of Action) même après le retrait des États Unis car il constitue la meilleure garantie afin de faire en sorte que l'Iran ne puisse acquérir l'arme nucléaire. La Belgique soutient les efforts de l'Union européenne en vue de préserver cet accord, entre autres par la création d'un fonds commun de créances et l'élargissement du mandat de la Banque européenne d'investissement, qui doivent permettre la poursuite du commerce avec l'Iran et d'autres pays du Moyen-Orient.

Nos principaux objectifs dans la région à l'heure actuelle sont de limiter les flux migratoires, nous voulons aussi participer à la reconstruction de la Libye et de l'Irak, et finalement commencer à intégrer et à encourager la démocratie dans cette région, ce qui amènera sans doute la paix et une meilleure gestion du pays. Une autre guerre au Moyen-Orient serait dramatique, elle aurait des conséquences dans toute la région. La diplomatie doit reprendre le dessus sur les déclarations belliqueuses à

certaines moments. La Belgique insiste sur le besoin de stabilité dans la région, de paix et de démocratie.